

MACEDOINE : VERS UN NOUVEAU PROTECTORAT INTERNATIONAL ?

Jacques Rupnik

L'accord politique signé le 13 août entre les partis macédoniens et albanais et mis en œuvre sous l'égide de la communauté internationale a été approuvé le 6 septembre par le Parlement de Skopje. La présence de 4500 soldats de l'OTAN dans le cadre de l'opération « Moisson essentielle » est sensée garantir l'accord : la collecte des armes de la guérilla albanaise en échange de l'introduction de réformes constitutionnelles importantes. Au-delà de l'approbation de l'accord par le Parlement, trois questions restent posées.

1. QUELLES SONT LES IMPLICATIONS DE L'ACCORD POUR LE KOSOVO ET, PLUS GÉNÉRALEMENT, POUR LA « QUESTION ALBANAISE » ?

L'accord du 13 août a été salué comme une victoire par l'UCK (l'Armée de libération nationale) et par son leader Ali Ahmeti. Mais dès le lendemain de la signature de l'accord à Ohrid, une branche dissidente (Armée nationale albanaise) faisait son apparition. Comme auparavant au Kosovo, une nébuleuse UCK avec ses éléments incontrôlés plus radicaux permet aux chefs de la guérilla de se présenter comme des interlocuteurs légitimes. Il est à noter que les positions politiques des Albanais de Macédoine furent, tout au long de la crise de cette année, définies par une interaction constante avec le Kosovo (c'est d'ailleurs au Kosovo que fut signée la plate-forme politique commune des partis albanais de Macédoine et de l'UCK). L'attitude des partis albanais consistant à reconnaître l'intégrité du territoire de la Macédoine en échange de réformes politiques est considérée comme rassurante par la communauté internationale, mais comme une simple pause tactique par les Slaves de Macédoine. Après les élections de novembre au Kosovo s'ouvrira une nouvelle donne politique. Une chose est certaine : à force de maintenir le flou sur l'avenir du Kosovo (indépendance, autonomie au sein de la Yougoslavie ?) l'on contribue à encourager les surenchères nationalistes chez les Albanais du Kosovo comme en Macédoine et, par là, à fragiliser cette dernière.

2. L'ACCORD CONSTITUTIONNEL VA-T-IL RENDRE L'ÉTAT MACÉDONIEN PLUS VIABLE?

C'est l'argument de la communauté internationale et il paraît cohérent. Pendant dix ans, des réformes furent réclamées par les Albanais de Macédoine qui représentent environ un quart de la population. Elles concernent principalement la reconnaissance de la langue albanaise comme seconde langue officielle ainsi qu'une représentation des Albanais dans l'appareil d'Etat (armée, police, justice) plus conforme à sa part dans la population. Ces réformes ne furent acceptées par la majorité que sous la pression internationale et sont aujourd'hui soumises au Parlement. On pourrait être tenté de conclure que la violence paye, puisque ce qui ne fut pas obtenu en dix ans de revendication vient de l'être en six mois de combats armés, et que, à terme, la viabilité de la Macédoine s'en trouvera renforcée. Or force est de constater que la violence a sans doute apporté des réformes politiques et constitutionnelles, mais qu'elle a aussi brisé la confiance, la fragile coexistence entre les deux communautés. Aucun accord signé sous la pression internationale ne peut les rétablir. Seul un processus de réconciliation à long terme pourrait le permettre. Les Albanais ont obtenu des réformes nécessaires à leur participation dans l'Etat, mais ont en même temps compromis la confiance sur laquelle repose la viabilité de cet Etat.

3. VERS UN NOUVEAU PROTECTORAT INTERNATIONAL ?

Cette fois-ci, on ne pourra pas reprocher à la communauté internationale d'avoir été passive, d'avoir fait « trop peu, trop tard ». Elle s'est engagée dès le début du conflit et a présidé à la signature du compromis du 13 août. Les Européens et les Américains ont adopté sur l'essentiel des positions convergentes. L'opération « Moisson essentielle » de l'OTAN consistant à récupérer les armes de l'UCK est déjà présentée comme un succès puisqu'en trois jours, l'OTAN aurait récupéré près d'un tiers des armes (1400). Même si on laisse de côté la méfiance du gouvernement macédonien qui considère ce chiffre comme dérisoire, qui peut vraiment croire que l'opération sera terminée en trente jours ? Car la présence internationale n'est pas là seulement pour récupérer les armes, mais pour créer un contexte de sécurité nécessaire à la mise en œuvre de l'accord politique. Cette présence restera indispensable pendant de longs mois, voire des années. Si l'OTAN se retirait, ce serait la reprise des hostilités. Si l'OTAN reste, on risque (comme au Kosovo) d'entériner une partition de fait et d'étendre vers la Macédoine un protectorat déjà en place pour le Kosovo.